



Communiqué intersyndical : Les organisations syndicales refusent de siéger au CDEN le 5 mai

Après la mobilisation massive du 31 mars lors de laquelle plus de 1000 enseignants et parents étaient présents pour porter leurs revendications à l'appel de leurs organisations syndicales et de leurs fédérations de parents d'élèves, nos organisations syndicales, FSU-SNUipp, SNUDI-FO, SE-UNSA, Sud Éducation, CGT Educ'action et CFDT Éducation Formation Recherche Publiques, se sont adressées une première fois à la Rectrice le 17 avril pour demander à ce que la date du CDEN, initialement prévu le mardi 5 mai, soit modifiée. En effet, nos organisations syndicales ont considéré que le choix d'une telle date pour une instance de cette importance est une marque de mépris pour l'engagement des représentant-es du personnel, et un manque profond de considération pour la mobilisation des écoles, des enseignant-es et des parents d'élèves face à la dégradation du service public d'éducation.

Sans réponse de la part de la Rectrice à la veille de l'instance, nos organisations syndicales, avec le soutien des fédérations de Parents et de certain-es élu-es de la Ville, ont décidé de ne pas siéger ce mardi 5 mai. Nos organisations syndicales continuent de revendiquer l'annulation des suppressions de postes conduisant à 161 fermetures de classes et la création de moyens à hauteur des besoins, notamment pour alléger les effectifs dans toutes les classes et assurer tous les remplacements.

La FSU-SNUipp, le SNUDI-FO, le SE-UNSA, Sud Éducation, la CGT Educ'action et la CFDT Éducation Formation Recherche Publiques, appellent les personnels à se mobiliser par la grève le 12 mai, jour de report du CDEN, pour exiger l'annulation des suppressions de postes, la réduction des effectifs, la création de postes de remplaçant-es, d'enseignant-es spécialisé-es, d'AESH et de tous les postes nécessaires et en nombre suffisant pour garantir la qualité du service public d'éducation. Des délégations d'écoles seront reçues ce jour-là pour faire entendre leurs revendications spécifiques.